



POUR UNE ÉCONOMIE DE PAIX ! DÉCRYPTAGE...

Grande Finance, Patronat et Gouvernement rêvent d'une économie de guerre... Pourquoi ?

Souvenons-nous du « Nous sommes en Guerre ! » lancé et répété par Macron, d'un air grave, lors de la pandémie du Covid 19... Déjà, l'idée et la volonté d'instaurer une économie de guerre pointait son nez.

Mars 2024, l'Ukraine et la sale guerre menée par Poutine font resurgir cette volonté. Ce mercredi 20 mars 2024, réunion de crise à l'Élysée :

50 milliards doivent être dégagés pour soutenir l' économie de guerre !

Macron et ses ministres veulent élaborer leur stratégie visant à faire accepter la dure cure d'austérité, ainsi que la restriction des droits et des libertés qui permettront de trouver ces 50 milliards. Cela pour enrichir toujours plus spéculateurs et financiers de tous poils... et satisfaire un patronat revanchard, qui veut revenir sur le maximum de nos conquies sociaux.

Où les trouver ces 50 milliards ? La réponse est simple: dans les poches du monde du travail, via des coupes budgétaires dans les services publics et la Sécu par exemple et bien sûr, en surexploitant les travailleuses, les travailleurs, les retraités et tous les précaires!

En effet : outre les bénéfices directs produits par la vente d'armes, l'économie de guerre est le meilleur moyen d'installer durablement austérité et surexploitation du monde du travail dans son ensemble.

Ce qui est plus difficile c'est de faire accepter cette politique de rigueur. C'est dans ce but aussi qu'est brandi le spectre de la guerre.

Il s'agit en effet, avec l'aide des médias, de faire peur, pour justifier :

- Une accélération de la production d'armements,
- Les efforts à consentir imposés par une cure d'austérité liberticide,
- Un budget de 50 milliards pour nourrir les appétits avides du patronat.

Ce mercredi 20 mars au soir. Macron a donc réuni Gabriel Attal, Bruno Le Maire, Darmanin et ses principaux ministres autour d'un plateau de fruits de mer pour déterminer comment faire accepter cette nouvelle cure d'austérité.

Pour trouver ces 50 milliards l'ampleur des coupes budgétaires s'annonce brutale. Alors que le gouvernement tablait sur un déficit public de 4,9% (138 milliards d'euros) pour l'année 2023, l'INSEE

pourrait annoncer un déficit de 5,6% (157 milliards d'euros) dans les prochains jours. Bien loin des sacrosaints 3% de déficit autorisé.

Au mois d'avril, Bruno Le Maire doit présenter à la Commission Européenne le plan d'ajustement prévu pour descendre sous ce plafond des 3% d'ici 2027. Dans cette perspective, le ministre a déjà sabré 10 milliards d'euros de budget public, d'une simple signature. Désormais, brandissant sa calculette il nous promet 20 milliards d'économies pour le prochain budget. Par ailleurs, la Cour des Comptes réclame 50 milliards d'ici à 2027 dans un récent rapport ! Si on se rappelle que le gouvernement agitait la perspective de faire 12 milliards d'économie d'ici à 2027 en nous faisant travailler jusqu'à 64 ans, on imagine la violence d'une attaque à 50 milliards.

Dans le même temps, les lois de programmation du ministère de l'Intérieur (+15 milliards d'ici 2027) et celle de l'armée (+413 milliards d'ici 2030) ont débloqué des budgets records.

Comme pour chaque budget de l'ère Macron, les premières victimes de ses initiatives économiques sont la santé, l'éducation, le logement, l'écologie... Récemment le gouvernement a mené bataille contre les remboursements des soins, le chômage, le RSA et les arrêts du travail...

Pendant que le gouvernement calcule comment nous faire supporter une austérité accrue, les profits des capitalistes, eux, explosent. Année après année, le CAC40 bat record sur record : 15,2 milliards de bénéfices pour LVMH, 18,6 pour Stellantis, 20 pour Total. Au global, le CAC40 a dégagé 144,2 milliards d'euros de bénéfices. 97 milliards ont été détournés au profit des actionnaires !

Avec l'épouvantail de la guerre, ils veulent nous imposer : austérité, régression sociale, restriction des droits démocratiques et pillage aggravé des richesses produites par les travailleurs au profit des grands actionnaires, de la finance et de la spéculation.

ET SI...

Et si nous refusons de poursuivre dans cette voie, mortifère et profondément injuste ?

Et si à cela nous opposons une économie de Paix et de Progrès Social ?...

Et si nous imposons une information indépendante des grands patrons et du gouvernement ?

Et si pour développer Paix et Progrès Social pour tous nous exigeons que les grandes quantités de richesses créées par le travail participent à ce bel objectif ?

- NE LAISSONS PAS L'HISTOIRE SE REPETER,**
- FAISONS EN SORTE QUE L'ECONOMIE DE PAIX ET DE PROGRES SOCIAL L'EMPORTE.**
- ET SI ... NOUS PROFITONS DU PROCHAIN 1^{ER} MAI POUR FAIRE ENTENDRE CES EXIGENCES.**
- LE 1^{ER} MAI 2023 FUT UNE REUSSITE A AUBAGNE, 2024 DOIT ETRE ENCORE PLUS PUISSANT.**